

ramses 2023

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

ifri



L'EUROPE DANS LA GUERRE

- L'EUROPE AU DÉFI
- LA GUERRE EST LÀ : ENJEUX, MOYENS
- ORDRES ET DÉSORDRES AFRICAINS

DUNOD

Chine : le temps de l'incertitude



<http://dunod.link/41amt5t>

Une guerre à double tranchant et une urgence économique

La Chine maintient une position ambiguë à l'égard de la guerre en Ukraine pour préserver des intérêts contradictoires : soutenir l'opposition de la Russie aux États-Unis, en évitant de se voir elle-même sanctionnée. Au-delà de l'Ukraine, Xi Jinping fait face à des urgences internes autrement prioritaires.

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, Pékin revendique sa neutralité et encourage officiellement aux pourparlers et au cessez-le-feu. Pourtant, le discours officiel chinois est largement calqué sur celui du Kremlin quand il s'agit de faire porter la responsabilité du conflit sur Washington. De plus, Xi Jinping n'a pris aucune initiative en faveur du dialogue et n'a eu aucun échange avec le président Zelensky pendant les premiers mois du conflit.

Un équilibre fragile à tenir

La Chine aurait quelque raison de ne pas soutenir Vladimir Poutine. L'invasion de l'Ukraine par ce dernier, comme l'annexion de la Crimée en 2014, va à l'encontre des principes fondamentaux de politique étrangère de la République populaire de Chine (RPC) depuis Mao. Parmi ces principes, le respect de la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale des États, que Vladimir Poutine a brutalement enfreints, sont systématiquement prônés par les diplomates chinois. Ceci explique pourquoi Pékin ne peut se résoudre à qualifier l'initiative russe d'« invasion » ou d'« agression », reprenant à son compte la formule de Moscou d'« opération militaire spéciale ». Cela explique aussi pourquoi Pékin n'a pas reconnu les républiques indépendantes autoproclamées de Donetsk et Lougansk. Pour Pékin, l'invasion puis la reconnaissance unilatérale d'un territoire indépendant appartenant à un État souverain et membre de l'Organisation des Nations unies (ONU) – l'Ukraine – est un dangereux précédent, que la Chine redoute de voir appliqué à certains de ses propres territoires contestés : le Tibet, le Xinjiang, et bien sûr Taïwan.

Pour autant, le pragmatisme l'a emporté sur les considérations de principe, et Pékin soutient de fait tacitement Vladimir Poutine. Ce pragmatisme se justifie par l'alignement sino-russe sur l'opposition aux États-Unis et à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). La Chine est évidemment en rivalité directe avec les États-Unis dans tous les domaines, mais elle est aussi désormais explicitement identifiée comme un défi par l'OTAN.

Elle craint en outre la multiplication des partenariats de sécurité dans l'Indo-Pacifique, tel le Quadrilateral Security Dialogue (Quad) – entre les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie – et l'AUKUS – entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni –, annoncé en septembre 2021. Pékin espérait sans doute que l'éruption d'un conflit armé sur le sol européen mobiliserait toute l'attention des Occidentaux, remettant en cause la pertinence des stratégies indopacifiques de nombre de pays. On peut déjà dire qu'il n'en est rien au vu de la proposition de Joe Biden, depuis Tokyo en mai 2022, de lancer une Structure économique indo-pacifique pour la prospérité (*Indo-Pacific Economic Framework for Prosperity* – IPEF), juste avant le sommet du Quad.

La guerre d'Ukraine est également une manière, pour Pékin, de tester à peu de frais les certitudes partagées avec Moscou sur le déclin d'un Occident supposé incapable de faire face à des conflits interétatiques de haute intensité. Sur ce point, l'Ukraine est porteuse d'enseignements importants pour la Chine et ses propres projets irrédentistes à l'égard de Taïwan. Une large part de la communauté internationale a réagi rapidement pour imposer des sanctions sans précédent contre la Russie. Dans le contexte d'une offensive chinoise contre Taïwan, les sanctions n'auraient rien de comparable, dans la mesure où les profils des économies russe et chinoise sont très différents, mais cette mobilisation internationale ne doit pas manquer d'interroger Pékin. Quant à l'option militaire, qui n'a jamais été considérée par les États-Unis pour l'Ukraine, elle est plus que jamais sur la table pour Taïwan. Enfin, les difficultés rencontrées par l'armée russe et la détermination de la résistance ukrainienne ont tout lieu de faire réfléchir les stratèges militaires chinois.

En somme, la Chine ne souhaite pas s'impliquer dans le conflit où elle a peu à gagner et beaucoup à perdre, si elle devait par exemple être elle-même visée par des sanctions en cas de soutien à Moscou. L'équilibre que Pékin cherche à maintenir est toutefois fragile. Une Russie rendue vulnérable économiquement et politiquement par la guerre constitue un partenaire plus docile pour Pékin. Mais la guerre comporte un risque d'escalade, voire de mondialisation, que Pékin ne souhaite pas, ainsi que celui d'un effondrement du régime de Poutine qui créerait une très forte incertitude aux frontières de la Chine.

L'affichage d'une solidarité « sans limite »

L'attitude de la Chine sur la guerre en Ukraine a relancé le débat sur la nature du partenariat sino-russe : mariage de raison ou alliance stratégique ? Les Chinois parlent d'une amitié « solide comme le roc » et « sans limite ». Toutefois, si comme le général de Gaulle on croit que « les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts », on peut s'interroger sur ce que recouvre la notion d'amitié entre Pékin et Moscou. Il semble en réalité que cette « amitié » soit largement un affichage, visant à présenter à l'adversaire commun américain un front d'opposition solide, solidaire et puissant. C'était là l'objet de la longue déclaration conjointe de Xi Jinping et Vladimir Poutine, à l'issue de leur sommet historique du 4 février 2022 à Pékin, qui développait leur vision partagée des relations internationales.

Derrière cet affichage, les deux pays gardent des divergences structurelles et des intérêts concurrents, notamment en Asie centrale, en Afrique ou dans l'Arctique.

Il existe également une profonde méfiance mutuelle entre les élites politiques et économiques, et les populations des deux pays – quand il ne s'agit pas franchement de condescendance. La Russie est considérée en Chine comme déclinante depuis avant la chute de l'URSS ; et même si elle présente toujours de très grands mathématiciens et physiciens, elle est perçue comme incapable de produire des géants des nouvelles technologies comme Huawei, Alibaba ou Tencent. Réciproquement, beaucoup de Russes rappellent avec une certaine fierté que la puissance militaire et spatiale chinoise repose sur et dépend encore de technologies que la Russie a bien voulu lui transférer, ou que la Chine a copiées sans scrupule.

Alors que le président Xi Jinping cherche à peser sur le système onusien de l'intérieur tout en évitant la confrontation avec les États-Unis, Vladimir Poutine, lui, fracture les équilibres et crée une forte instabilité en Europe, pour un résultat qui n'apparaît jusque-là favorable ni à Pékin ni à Moscou : élargissement de l'OTAN à la Suède et la Finlande, renforcement géopolitique de l'Union européenne et des partenariats de sécurité en Indo-Pacifique, solidarité accrue à l'égard de Taïwan...

Au-delà du discours d'amitié, la qualification officielle de la relation bilatérale est : « partenariat stratégique global ». L'expression résume finalement au mieux la relation : il s'agit d'un « partenariat » – et non d'une « alliance » – pour certains objectifs stratégiques communs dont, au premier chef, l'opposition aux États-Unis, avec une coopération dans de nombreux secteurs (énergie, économie, défense, spatial). Le déséquilibre croissant du rapport de force en faveur de la Chine, le lourd héritage d'une histoire commune et le manque persistant de confiance mutuelle restent autant de défis pesant sur l'approfondissement substantiel du partenariat.

Des priorités intérieures

Pour Xi Jinping, plus prioritaires que l'Ukraine ou la compétition avec les États-Unis sont les dossiers de politique intérieure qui constituent des risques importants pour l'avenir politique et économique du pays. Au premier rang : les fortes reprises épidémiques de Covid-19 en Chine début 2022, d'abord dans le nord-est du pays, puis dans le sud à Shenzhen, dans le centre-est à Zhengzhou, ainsi qu'à Shanghai et Pékin. La politique du gouvernement, dite de « zéro Covid dynamique », consiste à confiner pour plusieurs semaines des immeubles voire des quartiers entiers dès la détection d'un seul cas positif. Résultat : la ville la plus peuplée de Chine, et capitale économique du pays, Shanghai (25 millions d'habitants), s'est trouvée presque entièrement confinée pendant plus de deux mois en avril et mai.

Alors que la plupart des pays de la planète sortaient de la pandémie et retrouvaient une vie normale grâce à de larges couvertures vaccinales et aux technologies ARN messagers, la Chine devait faire face aux niveaux de contaminations les plus élevés depuis 2020. En dépit de la mise au point du vaccin Sinovac relativement tôt dans la pandémie, son efficacité est demeurée insuffisante et la couverture vaccinale en Chine très faible, en particulier chez les plus de 60 ans. Pour éviter la flambée des cas positifs et des décès, les autorités ont donc privilégié une approche radicale et brutale : confinement forcé, mise en quarantaine dans des camps, ou encore séparation des enfants de leurs parents contaminés. Les images de détresse des

Shanghaiens, et de violences de la part des policiers et des membres des comités de quartier du Parti communiste, sans visage, dissimulés derrière des masques et combinaisons blanches, ont suscité une vaste indignation dans le monde.

Ces nouveaux confinements ont frappé une économie chinoise qui connaissait déjà une certaine instabilité, du fait d'un ralentissement structurel et des risques systémiques pesant sur le secteur immobilier, l'un des principaux moteurs de la croissance chinoise. Après des résultats plutôt encourageants au premier semestre 2022, le retour des confinements en mars a très fortement bouleversé les perspectives économiques de l'année. Alors que les autorités avaient fixé un objectif de croissance de 5,5 %, les estimations consensuelles à partir du printemps 2022 atteignaient à peine 4 %.

Outre les risques sur le secteur immobilier, la consommation et le chômage sont deux indicateurs particulièrement scrutés par les autorités. En mai 2022, les chiffres officiels du chômage atteignaient 6,1 % dans les villes, dont 18,2 % pour les 16-24 ans¹. La crise a produit un tel niveau de préoccupation que le Premier ministre Li Keqiang a tenu fin mai une visioconférence réunissant 100 000 cadres du Parti de tout le pays, pour tirer la sonnette d'alarme et transmettre ses recommandations.

L'intrication des crises sanitaire et économique génère une certaine volatilité sociale, économique, et *in fine* politique, en amont du 20^e Congrès du Parti prévu à l'automne. Ce Congrès revêt une importance particulière, dans la mesure où le secrétaire général Xi Jinping a pris ses dispositions, depuis son arrivée au pouvoir il y a dix ans, pour progressivement verrouiller le pouvoir et assurer sa reconduction pour un troisième mandat – chose inédite depuis Mao. Face aux difficultés économiques et sociales, on ne peut guère espérer quelque assouplissement de la politique intérieure et internationale de Xi Jinping ; il y a au contraire fort à parier que les leviers autoritaires seront, une fois de plus, activés.

M. J.

Pour en savoir plus

- « Joint Statement of the Russian Federation and the People's Republic of China on the International Relations Entering a New Era and the Global Sustainable Development », Site officiel du Kremlin, 4 février 2022.
- M. Julienne, « China-Russia Cooperation in Space: The Reality Behind the Speeches », CSIS, 2022 [à paraître].
- B. Lo, « Turning Point? Putin, Xi, and the Russian Invasion of Ukraine », Lowy Institute Analysis, mai 2022.

1. Bureau national des statistiques de Chine : www.stats.gov.cn.